

REPUBLIQUE FRANÇAISE

**PREFECTURE DE REGION
ALSACE**

**SECRETARIAT GENERAL POUR LES
AFFAIRES REGIONALES ET EUROPEENNES**

ARRETE

*portant création du Groupement Européen de Coopération Territoriale
Eurodistrict Strasbourg – Ortenau*

**LE PREFET DE LA REGION ALSACE,
PREFET DU BAS-RHIN**

- VU le règlement n°1082/2006 du Parlement Européen et du Conseil en date du 5 juillet 2006 relatif à un groupement européen de coopération territoriale (GECT) ;
- VU la déclaration commune franco-allemande du Président de la République française Jacques CHIRAC et du Chancelier allemand Gerhardt SCHRÖDER, à l'occasion du 40^{ème} anniversaire du Traité de l'Elysée, le 22 janvier 2003, relative à la création d'un Eurodistrict Strasbourg – Kehl ;
- VU la résolution commune des collectivités françaises (Ville de Strasbourg, Communauté urbaine de Strasbourg) et allemandes (Landkreis Ortenaukreis, Villes de Offenburg, Lahr, Kehl, Achern et Oberkirch) pour la création d'un Eurodistrict, en date du 24 mai 2003 ;
- VU la déclaration commune de la Ministre déléguée aux Affaires européennes de la République française et du Ministre délégué aux Affaires européennes de la République fédérale d'Allemagne du 30 juin 2003 ;
- VU la convention relative à la création de l'Eurodistrict Strasbourg – Ortenau du 17 octobre 2005 ;
- VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L 1115-4, L 1115-5 et L 5721 et suivants ;
- VU la résolution de Lahr du 11 octobre 2008 ;
- VU la délibération de la Communauté Urbaine de Strasbourg du 17 avril 2009, ainsi que les délibérations du Landkreis Ortenaukreis (31 mars 2009), de la Ville d'Offenburg (6 avril 2009), de la Ville de Lahr (4 mai 2009), de la Ville de Kehl (22 avril 2009), de la Ville d'Achern (6 avril 2009) et de la Ville d'Oberkirch (4 mai 2009), portant validation de la convention constitutive et des statuts du GECT
- VU l'avis du Trésorier-payeur général du Bas-Rhin et de la région Alsace, du 21 décembre 2009 ;
- VU les accords du Regierungspräsidium de Fribourg, autorité compétente pour la République Fédérale d'Allemagne, du 21 janvier 2010, autorisant le Landkreis Ortenaukreis et les Villes d'Offenburg, de Lahr, de Kehl, d'Achern et d'Oberkirch à adhérer au GECT « Eurodistrict Strasbourg – Ortenau » ;

- VU la déclaration politique signée par la Communauté Urbaine de Strasbourg, pour la partie française, et par le Landkreis Ortenaukreis, les Villes de Offenburg, Lahr, Kehl, Achern et Oberkirch, pour la partie allemande, par laquelle les signataires s'engagent sur une modification des statuts dans le but de permettre d'ici la fin du premier trimestre 2010 une participation pleine et entière de la République française au Groupement Européen de Coopération Territoriale «Eurodistrict Strasbourg-Ortenau » ;
- VU les statuts du Groupement Européen de Coopération Territoriale «Eurodistrict Strasbourg-Ortenau », intégrant la convention constitutive du Groupement, signés par la Communauté Urbaine de Strasbourg, pour la partie française, et le Landkreis Ortenaukreis, les Villes de Offenburg, Lahr, Kehl, Achern et Oberkirch, pour la partie allemande, en date du 25 janvier 2010,
- SUR proposition de Madame la Secrétaire Générale pour les Affaires Régionales et Européennes d'Alsace :

ARRETE

Article 1^{er} :

Un Groupement Européen de Coopération Territoriale (GECT) est constitué entre les membres suivants, signataires de la convention de coopération :

Partie française :

- la Communauté Urbaine de Strasbourg

Partie allemande :

- le Landkreis Ortenaukreis ;
- la Ville d'Offenburg ;
- la Ville de Lahr ;
- la Ville de Kehl ;
- la Ville d'Achern ;
- la Ville d'Oberkirch.

Article 2 :

Le GECT est dénommé « Eurodistrict Strasbourg-Ortenau ».

Article 3 :

Le siège est établi en France, à la Communauté Urbaine de STRASBOURG.

Article 4 :

Le GECT a pour objet général de faciliter, de promouvoir, de soutenir, d'encourager et de coordonner la coopération transfrontalière en veillant à la mise en œuvre de projets communs. Ses missions précises sont détaillées dans les statuts ci annexés.

Article 5:

L'Assemblée du groupement, dénommée «le Conseil de l'Eurodistrict », se compose de représentants de tous les membres du Groupement, de droit ou désignés par chaque assemblée délibérante des collectivités membres.

Le Conseil de l'Eurodistrict se compose de 48 membres répartis à parts égales entre la partie française et la partie allemande :

- au titre de la partie française, 24 représentants de la Communauté urbaine de Strasbourg, dont le représentant légal et le Maire de Strasbourg ;
- au titre de la partie allemande, 24 membres, soit :
 - 12 représentants de l'Ortenaukreis, dont le représentant légal,
 - 3 représentants de la Ville d'Offenburg, dont le représentant légal,
 - 3 représentants de la Ville de Lahr, dont le représentant légal,
 - 2 représentants de la Ville de Kehl, dont le représentant légal,
 - 2 représentants de la Ville d'Achern, dont le représentant légal,
 - 2 représentants de la Ville d'Oberkirch, dont le représentant légal.

Article 6 :

Les ressources du groupement sont définies dans les statuts ci annexés.

Article 7 :

Le comptable assignataire du groupement est le comptable de la Recette des finances de la Ville de Strasbourg et de la Communauté urbaine de Strasbourg.

Article 8 :

La convention constitutive et les statuts du Groupement Européen et Coopération Territoriale sont annexés au présent arrêté.

Article 9 :

Conformément à l'article R 421-1 du Code de justice administrative, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Strasbourg dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Article 10 :

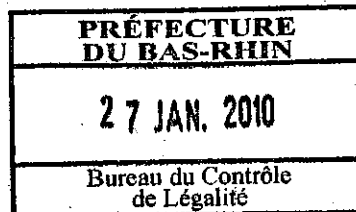
Chacun des membres constituant le Groupement Européen et Coopération Territoriale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Alsace et dont copie sera adressée à :

- M. le Trésorier-payeur général du Bas-Rhin et de la région Alsace,
- M. le Président de la Chambre Régionale des Comptes d'Alsace.

Fait à STRASBOURG, le 28 JAN. 2010

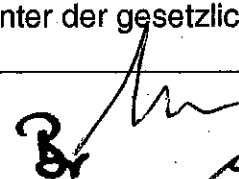
Le Préfet,


Pierre-Etienne BISCH



<p align="center">Statuts du Groupement Européen de Coopération territoriale « EURODISTRICT STRASBOURG-ORTENAU »</p>	<p align="center">Satzung des Europäischen Verbundes für territoriale Zusammenarbeit "EURODISTRIKT STRASBOURG-ORTENAU"</p>
<p>ARTICLE 1 : Convention constitutive</p> <p>Les dispositions de la convention constitutive du Groupement Européen de Coopération Territoriale « Eurodistrict Strasbourg-Ortenau » font partie des présents statuts.</p>	<p>ARTIKEL 1: Gründungsvereinbarung</p> <p>Die Regelungen der Gründungsvereinbarung des Europäischen Verbundes für territoriale Zusammenarbeit "Eurodistrict Strasbourg-Ortenau" sind Bestandteil dieser Satzung.</p>
<p>ARTICLE 2 : Organes de l'Eurodistrict Strasbourg-Ortenau</p> <p>1. Les organes de l'Eurodistrict sont :</p> <p>1 - l'assemblée, dénommée ci-après : « le Conseil ». 2 - le directeur, dénommé ci-après : « le Président ». 3 - le Vice-Président 4 - le Bureau.</p> <p>2. Dans la mesure où les présents statuts désignent des fonctions par des</p>	<p>ARTIKEL 2: Organe des Eurodistricts Strasbourg-Ortenau</p> <p>1. Die Organe des Eurodistricts Strasbourg-Ortenau sind:</p> <p>1 - die Versammlung, nachstehend bezeichnet als "der Rat" 2 - der Direktor, nachstehend bezeichnet als "der Präsident" 3 - der Vizepräsident 4 - der Vorstand</p> <p>2. Soweit in dieser Satzung die männliche Amtsbezeichnung verwendet</p>

<p>termes au masculin, ces dénominations sont aussi valables pour les femmes.</p>	<p>wird, ist damit auch die weibliche Amtsbezeichnung gemeint.</p>
<p>ARTICLE 3 : Composition du Conseil de l'Eurodistrict</p>	<p>ARTIKEL 3: Der Eurodistriktrat - Zusammensetzung</p>
<p>1. Le Conseil se compose de représentants de tous les membres du Groupement, de droit ou désignés par chaque assemblée délibérante des collectivités membres.</p>	<p>1. Der Rat setzt sich aus Vertretern kraft Amtes und aus von den Entscheidungsgremien der Mitglieds Körperschaften benannten Vertretern zusammen.</p>
<p>En cas de renouvellement général ou partiel des assemblées délibérantes des collectivités membres, le Conseil de l'Eurodistrict continue à fonctionner en l'état jusqu'aux nouvelles désignations des assemblées constitutives des collectivités membres.</p>	<p>Ändert sich die Zusammensetzung der Entscheidungsgremien der Mitglieds Körperschaften ganz oder teilweise, bleibt die Zusammensetzung des Rates des Eurodistrikts solange unverändert, bis die Entscheidungsgremien der Mitglieds Körperschaften neue Mitglieder benannt haben.</p>
<p>2. Le Conseil de l'Eurodistrict se compose, pour commencer, de 48 membres répartis à parts égales entre la partie française et la partie allemande:</p>	<p>2. Der Eurodistriktrat besteht zunächst aus 48 Mitgliedern, die zu gleichen Teilen auf die französische und auf die deutsche Seite entfallen:</p>
<p>au titre de la partie française, 24 représentants de la Communauté Urbaine de Strasbourg, dont le représentant légal et le maire de Strasbourg;</p>	<p>für die französische Seite 24 Vertreter der Communauté Urbaine de Strasbourg, darunter der gesetzliche Vertreter und der Bürgermeister von Strasbourg;</p>
<p>au titre de la partie allemande 24 membres, soit</p>	<p>für die deutsche Seite 24 Mitglieder, nämlich</p>
<ul style="list-style-type: none"> - 12 représentants de l'Ortenaukreis, dont le représentant légal, - 3 représentants de la Ville d'Offenburg, dont le représentant légal, - 3 représentants de la Ville de Lahr, dont le représentant légal, 	<ul style="list-style-type: none"> - 12 Vertreter des Ortenaukreises, darunter der gesetzliche Vertreter, - 3 Vertreter der Stadt Offenburg, darunter der gesetzliche Vertreter, - 3 Vertreter der Stadt Lahr, darunter der gesetzliche Vertreter,


 25/1
 21.11.00
 297
 P.21.10

- 2 représentants de la Ville de Kehl, dont le représentant légal,

- 2 représentants de la Ville d'Achern dont le représentant légal,

- 2 représentants de la Ville d'Oberkirch dont le représentant légal.

3. Les représentants des Etats sont invités en qualité d'observateur dans l'attente de leur adhésion. Le Conseil de l'Eurodistrict peut accorder à d'autres collectivités régionales, départementales ou locales ainsi qu'à des organismes publics locaux, le statut d'observateurs. Ils participent aux débats du Conseil mais ils ne prennent pas part au vote.

- 2 Vertreter der Stadt Kehl, darunter der gesetzliche Vertreter,

- 2 Vertreter der Stadt Achern, darunter der gesetzliche Vertreter,

- 2 Vertreter der Stadt Oberkirch, darunter der gesetzliche Vertreter,

3. Die Vertreter der Staaten sind in der Erwartung ihres Beitritts als Beobachter eingeladen. Der Eurodistriktrat kann anderen regionalen, Departements- oder lokalen Körperschaften oder örtlichen öffentlichen Einrichtungen den Beobachterstatus einräumen. Sie nehmen an den Beratungen des Rates teil, sind aber nicht stimmberechtigt.

ARTICLE 4 : Fonctionnement du Conseil

1. Le Conseil se réunit au moins 2 fois par an en séance publique, sur convocation de son Président.

2. Le Conseil se réunit de droit dans un délai maximum de 30 jours lorsque un quart (1/4) des représentants le demande sur un ordre du jour que ceux-ci déterminent.

3. Les délais prévus ont un caractère « franc », ils sont calculés de la manière suivante : le jour d'envoi de la convocation et le jour de la réunion ne sont pas comptés. Il n'y a pas de prorogation du délai s'il expire un samedi, un dimanche ou un jour férié.

4. Les séances sont publiques. Néanmoins, si un tiers (1/3) des représentants ou le Président le demandent, le Conseil peut décider, sans débat, de se réunir à huis clos.

ARTIKEL 4: Geschäftsgang des Rates

1. Der Rat tritt mindestens zweimal im Jahr auf Einberufung durch seinen Präsidenten in öffentlicher Sitzung zusammen.

2. Der Rat tritt außerdem mit einer Frist von längstens 30 Tagen zusammen, wenn ein Viertel (1/4) der Vertreter es unter Vorlage einer von ihnen aufgestellten Tagesordnung verlangt.

3. Die vorgesehenen Fristen sind "franko", sie werden in folgender Weise berechnet: Der Tag der Absendung der Einladung und der Tag der Sitzung werden nicht gezählt. Die Frist verlängert sich nicht, wenn sie an einem Samstag, einem Sonntag oder einem Feiertag endet.

4. Die Sitzungen sind öffentlich. Jedoch kann der Rat ohne Aussprache beschließen, nichtöffentlich zu tagen, wenn ein Drittel (1/3) der Vertreter oder der Präsident es verlangen.

[Signature] 25/11

[Signature] 21.11.10

[Signature] 11.11.10

<p>5. Toute convocation est faite par le Président. Elle est accompagnée des questions portées à l'ordre du jour ainsi que des documents correspondants. Une note explicative de synthèse sur les affaires soumises à délibération est jointe. Les convocations sont adressées aux représentants par écrit, sous quelque forme que ce soit, à leur domicile, sauf s'ils font le choix d'une autre adresse, 7 jours au moins avant la date de la réunion.</p>	<p>5. Die Einberufung erfolgt in jedem Fall durch den Präsidenten. Ihr ist eine Tagesordnung mit den Verhandlungsgegenständen und den zugehörigen Unterlagen beizufügen. Eine erläuternde Vorlage zu den Verhandlungsgegenständen ist beizufügen. Die Einladungen werden den Vertretern in Textform mindestens 7 Tage vor dem Datum der Sitzung an ihre Wohnadresse zugesandt, sofern sie nicht eine andere Adresse gewählt haben.</p>
<p>6. En cas d'urgence, le délai est ramené à 3 jours à l'avance. Les convocations et documents de séance peuvent être envoyés par voie électronique.</p>	<p>6. In Eilfällen verkürzt sich die Frist auf drei Tage. Die Einladungen und die Sitzungsunterlagen können elektronisch übermittelt werden.</p>
<p>7. Les documents de séance sont rédigés en langue française et allemande. La traduction simultanée est assurée pour les délibérations du Conseil.</p>	<p>7. Die Sitzungsunterlagen werden jeweils in französischer und deutscher Sprache verfasst. Eine Simultanübersetzung der Verhandlungen des Rates wird gewährleistet.</p>
<p>8. Le Conseil est présidé par le Président ou, à défaut, par le Vice-Président. Le Président ou le Vice-Président qui le remplace a seul la police du Conseil.</p>	<p>8. Der Rat wird vom Präsidenten, im Verhinderungsfall vom Vizepräsidenten, geleitet. Die Sitzungspolizei obliegt allein dem Präsidenten oder dem Vizepräsidenten in seiner Vertretung.</p>
<p>9. Peuvent être invités aux réunions du Conseil, tout représentant d'institution ou organisme que le Président juge utile d'entendre pour éclairer les débats. Ils peuvent participer aux débats mais ne participent pas au vote.</p>	<p>9. Zu den Ratssitzungen können Vertreter von Einrichtungen eingeladen werden, deren Anwesenheit der Präsident zur Aufklärung der Verhandlungen für nützlich erachtet. Sie können an den Diskussionen teilnehmen, haben aber kein Stimmrecht.</p>
<p>10. Un procès-verbal des séances est élaboré en langue française et allemande.</p>	<p>10. Über den Inhalt der Sitzung ist eine Niederschrift in französischer und in deutscher Sprache aufzunehmen.</p>
<p>ARTICLE 5 : Délibérations du Conseil</p> <p>1. Le Conseil de l'Eurodistrict ne délibère valablement que lorsqu'au moins la moitié des représentants de la partie</p>	<p>ARTIKEL 5: Beschlussfassung des Rates</p> <p>1. Der Eurodistriktrat ist beschlussfähig, wenn mindestens je die Hälfte der Vertreter der französischen Seite und der</p>

[Signature] 25/11

[Signature]
21.11.10

[Signature]
4
Pellu

française et de la partie allemande sont présents. Au cas où le quorum n'aurait pas été atteint, le Conseil est à nouveau convoqué à au moins 7 jours d'intervalle pour le même objet. Il peut alors valablement délibérer sans condition de quorum.

2. Le Conseil statue à la majorité simple des suffrages exprimés.

3. A la demande d'un tiers (1/3) des représentants présents ou représentés, le Conseil statue à la double majorité simple des suffrages exprimés de la partie allemande et de la partie française.

4. En cas d'égalité, la voix du Président, ou en son absence, du Vice-Président, est prépondérante.

5. Le vote est public. Le vote à bulletins secret est utilisé quand le tiers (1/3) des représentants présents en fait la demande.

6. Les représentants au Conseil veillent à faire connaître les résultats des délibérations de l'Eurodistrict dans leur collectivité d'origine. Ils appuient la mise en œuvre des délibérations.

7. Le Conseil se réunit dans un lieu différent du siège sur l'ensemble du territoire de l'Eurodistrict, par décision du Bureau.

8. Un représentant empêché d'assister à une séance peut donner à un autre représentant de son choix pouvoir par écrit de voter en son nom. Un même représentant ne peut être porteur que d'un seul pouvoir. Le pouvoir est toujours révocable. Sauf cas de maladie dûment constatée, il ne peut être établi pour plus d'une séance.

deutschen Seite anwesend sind. Falls diese Zahl nicht erreicht wird, wird der Rat mit einer Frist von mindestens 7 Tagen zum selben Gegenstand erneut einberufen. In dieser Sitzung ist die Beschlussfähigkeit ohne Rücksicht auf die Zahl der anwesenden stimmberechtigten Vertreter gegeben.

2. Beschlüsse werden mit der einfachen Mehrheit der abgegebenen Stimmen gefasst.

3. Auf Verlangen eines Drittels (1/3) der anwesenden oder vertretenen Vertreter beschließt der Rat mit der doppelten einfachen Mehrheit der deutschen und der französischen Seite.

4. Bei Stimmgleichheit gibt die Stimme des Präsidenten, in seiner Abwesenheit die des Vizepräsidenten, den Ausschlag.

5. Die Abstimmung erfolgt offen. Eine geheime Abstimmung findet statt, wenn ein Drittel (1/3) der anwesenden Vertreter dies verlangt.

6. Die Vertreter im Rat sorgen für die Bekanntmachung der Abstimmungsergebnisse des Eurodistrikts in der Körperschaft, die sie entsandt hat. Sie fördern die Umsetzung der Beschlüsse.

7. Auf Beschluss des Vorstands tritt der Rat an einem anderen Ort als dem Sitz im gesamten Gebiet des Eurodistrikts zusammen.

8. Ein an der Sitzungsteilnahme verhindertem Vertreter kann einem anderen Vertreter seiner Wahl schriftlich Vollmacht erteilen, in seinem Namen abzustimmen. Ein Vertreter kann jeweils nur einen anderen vertreten. Die Vollmacht ist jederzeit widerruflich. Außer im Falle einer ordnungsgemäß festgestellten Krankheit kann Vollmacht

RR 25/11

21.11.10

5/17

P.21.10

<p>9. Toute personne physique ou morale a le droit de demander communication sans déplacement et de prendre copie totale ou partielle des procès-verbaux du Conseil, des budgets et des comptes ainsi que des délibérations du bureau et des arrêtés du Président. Ces documents sont disponibles sur le site de l'Eurodistrict.</p>	<p>nur für eine Sitzung erteilt werden.</p> <p>9. Jede natürliche oder juristische Person hat das Recht, dass ihr die Niederschriften des Rates, der Haushalt und die Rechnungen sowie die Beschlüsse des Vorstands und die Anordnungen des Präsidenten an den Ort mitgeteilt werden, wo sie sich befindet, und dass sie auszugsweise oder vollständige Abschriften davon erhält. Diese Unterlagen werden auf der Internetseite des Eurodistrikts bereitgestellt.</p>
<p>ARTICLE 6 : Attributions du Conseil</p> <p>1. Le Conseil règle par ses délibérations les affaires relevant des missions de l'Eurodistrict définies à l'article 5 de la convention constitutive qui fait partie des statuts.</p> <p>2. Le Conseil statue notamment sur les points suivants :</p> <p>1 - il délibère sur les modifications de la convention constitutive et des statuts, notamment pour autoriser l'adhésion de nouveaux membres ou le retrait d'un membre;</p> <p>2 - il débat de la stratégie de développement commun et sur les orientations générales de l'action de l'Eurodistrict;</p> <p>3 - Il adopte le programme de travail, sur proposition du Bureau;</p> <p>4 - Il vote le budget primitif (budget prévisionnel) et arrête les comptes par le vote du compte administratif qui est présenté par le Président, et du compte de gestion;</p>	<p>ARTIKEL 6: Zuständigkeiten des Rates</p> <p>1. Der Rat beschließt über die Angelegenheiten, die zu den Aufgaben des Eurodistrikts gemäß Artikel 5 der Gründungsvereinbarung gehören, die Bestandteil dieser Satzung ist.</p> <p>2. Insbesondere beschließt der Rat über folgende Angelegenheiten:</p> <p>1 - Er beschließt über Änderungen der Gründungsvereinbarung und der Satzung, insbesondere über die Zustimmung zum Beitritt oder zum Ausscheiden eines Mitglieds;</p> <p>2 - Er berät über die Strategie der gemeinsamen Entwicklung und die allgemeine Ausrichtung der Tätigkeit des Eurodistrikts;</p> <p>3 - Er beschließt auf Vorschlag des Vorstands über das Arbeitsprogramm;</p> <p>4 - Er beschließt das <i>Budget primitif (budget prévisionnel)</i> (Haushaltsplan) und stellt die Rechnungen durch Beschluss über den <i>Compte administratif</i>, welcher vom Präsidenten vorgelegt wird, und über den <i>Compte de gestion</i> fest;</p>

25/11

 21.1.10

 6¹⁷

 21.1.10

5 - Il fixe annuellement le montant des contributions statutaires.

6 - Il fixe la liste des emplois à créer;

7 - Il procède en son sein à l'élection du Président, du Vice-Président et des membres du Bureau;

8 - Il définit les pouvoirs qu'il délègue au bureau, à l'exception de l'adoption du budget, de l'arrêt des comptes, de la création d'emplois, de la conclusion de conventions qui impliquent un engagement financier de l'Eurodistrict supérieur à 50 000 € H.T.;

9 - Il décide de la mise en place et de la composition et du fonctionnement de commissions politiques et thématiques chargées de préparer les décisions ou de faire des propositions;

10 - Il délibère sur l'approbation et la modification du règlement intérieur, sur proposition du Bureau;

11 - Il délibère sur l'adhésion de l'Eurodistrict à un autre Groupement;

12 - Il délibère sur la réalisation de projets et sur l'exercice de la maîtrise d'ouvrage;

13 - Il délibère sur la dissolution de l'Eurodistrict et sur les mesures afférentes.

5 - Er legt jährlich den satzungsmäßigen Beitrag fest;

6 - Er stellt den Stellenplan fest;

7 - Er wählt aus seiner Mitte den Präsidenten, den Vizepräsidenten und die Mitglieder des Vorstands;

8 - Er bestimmt die dem Vorstand zu übertragenden Zuständigkeiten mit Ausnahme des Haushaltsbeschlusses, der Feststellung der Rechnungen, des Stellenplans und des Abschlusses von Verträgen, die zu einer Verpflichtung des Eurodistricts höher als 50.000 € netto führen;

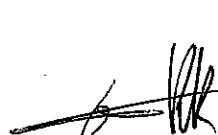
9 - Er beschließt über die Einrichtung, die Zusammensetzung und den Geschäftsgang von politischen und thematischen Ausschüssen mit dem Auftrag, Beschlüsse vorzubereiten oder Vorschläge zu machen;

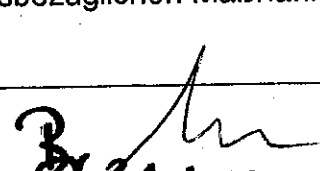
10 - Er beschließt auf Vorschlag des Vorstands über die Aufstellung und die Änderung der Geschäftsordnung;

11 - Er beschließt über den Beitritt des Eurodistricts zu einem anderen Verband;

12 - Er beschließt über die Ausführung von Vorhaben und über die Ausübung der Bauherrschaft;

13 - Er beschließt über die Auflösung des Eurodistricts und die diesbezüglichen Maßnahmen.

 25/11


21.11.20
7/10
P.12.11.10

ARTICLE 7 : Bureau

1. Le Bureau est élu par le Conseil de l'Eurodistrict. Il est composé du Président, du Vice -Président et de 8 à 12 membres, ces derniers doivent être issus, à parité, des collectivités de chaque partie.

2. Le Bureau se réunit sur convocation du Président au moins 3 fois par an.

3. Le Bureau règle par ses délibérations les affaires qui relèvent de son objet et qui ne sont pas de la compétence du Conseil.

4. Les décisions du Bureau sont prises à la majorité simple, lorsqu'au moins la moitié des représentants de la partie française et de la partie allemande sont présents, dont le président ou le vice président. Au cas où le quorum n'aurait pas été atteint, le Bureau est à nouveau convoqué à au moins 7 jours d'intervalle pour le même objet. Il peut alors valablement délibérer sans condition de quorum.

5. En cas d'égalité, la voix du Président, ou en son absence, du Vice-Président, est prépondérante.

6. Le Secrétaire Général participe aux réunions du Bureau, à titre consultatif. Il ne prend pas part aux votes.

7. Les attributions du Bureau sont les suivantes :

1 - détermination des actions à conduire au sein de l'Eurodistrict et proposition du programme de travail;

2 - préparation des séances du

ARTIKEL 7: Vorstand

1. Der Vorstand wird vom Eurodistriktrat gewählt. Er besteht aus dem Präsidenten, dem Vizepräsidenten und 8 bis 12 Mitgliedern, die paritätisch den Mitgliedskörperschaften beider Seiten angehören.

2. Der Vorstand tritt auf Einberufung des Präsidenten mindestens dreimal jährlich zusammen.

3. Der Vorstand entscheidet in seinem Zuständigkeitsbereich über alle Angelegenheiten, die nicht dem Rat vorbehalten sind.

4. Die Beschlüsse des Vorstands werden mit einfacher Mehrheit gefasst, wenn mindestens die Hälfte der Vertreter jeweils der französischen und der deutschen Seite, darunter der Präsident oder der Vizepräsident, anwesend sind. Falls diese Zahl nicht erreicht wird, wird der Vorstand mit einer Frist von mindestens 7 Tagen zum selben Gegenstand erneut einberufen. In dieser Sitzung ist die Beschlussfähigkeit ohne Rücksicht auf die Zahl der anwesenden stimmberechtigten Vertreter gegeben.


5. Bei Stimmgleichheit gibt die Stimme des Präsidenten, bei seiner Abwesenheit die des Vizepräsidenten, den Ausschlag.

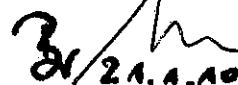
6. Der Generalsekretär nimmt mit beratender Stimme an den Vorstandssitzungen teil. Er stimmt nicht mit ab.

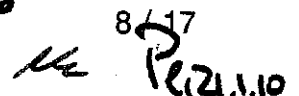
7. Der Vorstand ist für folgende Angelegenheiten zuständig:

1 - Bestimmung der Tätigkeit des Eurodistrikts und Vorschlag des Arbeitsprogramms;

2 - Vorbereitung der

 25/1

 21.4.10

 8/17
P(21.10)

<p>Conseil et examen des dossiers qui seront traités à l'ordre du jour;</p> <p>3 - proposition de budget et du montant des contributions annuelles des membres;</p> <p>4 - détermination des postes nécessaires au fonctionnement des services.</p> <p>5 - conclusion des conventions qui impliquent un engagement financier supérieur à 25 000€ HT et jusqu'à 50 000€ HT;</p> <p>6 - choix du Secrétaire Général en accord avec le Président pour une durée maximale de cinq ans, avec possibilité de révocation ou de renouvellement.</p> <p>7 - mise en place de groupes d'expert et détermination de leur mission;</p> <p>8 - préparation du règlement intérieur;</p> <p>9 - recommandations au Conseil sur les demandes d'adhésion de nouveaux membres;</p> <p>10 - détermination du lieu de session du Conseil;</p> <p>11 - les objets délégués par le Conseil.</p> <p>8. Les documents et procès verbaux sont rédigés en langue française et allemande.</p>	<p>Ratssitzungen und der Tagesordnungspunkte;</p> <p>3 - Vorschlag des Haushaltsplans und des Betrages der jährlichen Mitgliedsbeiträge;</p> <p>4 - Bestimmung der notwendigen Stellen;</p> <p>5 - Abschluss von Verträgen, die zu einer Verpflichtung von mehr als 25.000 Euro netto bis 50.000 Euro netto führen;</p> <p>6 - Wahl des Generalsekretärs für eine Dauer von höchstens fünf Jahren mit der Möglichkeit der Abberufung oder der Verlängerung im Einvernehmen mit dem Präsidenten;</p> <p>7 - Einrichtung von Sachverständigengruppen und Bestimmung ihrer Aufgaben;</p> <p>8 - Ausarbeitung der Geschäftsordnung;</p> <p>9 - Empfehlungen an den Rat hinsichtlich der Aufnahme neuer Mitglieder;</p> <p>10 - den Ort der Ratssitzung;</p> <p>11 - die Gegenstände, die ihm vom Rat übertragen werden.</p> <p>8. Die Unterlagen sind jeweils in französischer und in deutscher Sprache zu verfassen.</p>
<p>ARTICLE 8 : Président</p> <p>1. Le Conseil élit le Président et le Vice-Président en son sein pour une durée de 2 ans.</p>	<p>ARTIKEL 8: Präsident</p> <p>1. Der Rat wählt den Präsidenten und den Vizepräsidenten aus seiner Mitte für die Dauer von 2 Jahren.</p>

[Signature] 25/10

[Signature]
20.11.10

[Signature]
9.11
21.11.10

<p>2. Il sont élus au scrutin majoritaire uninominal à deux tours.</p> <p>3. Le président élu est choisi sur proposition, alternativement, de la partie française et de la partie allemande.</p> <p>4. Le Vice- Président est choisi parmi les représentants relevant de la partie autre que celle dont le Président est issu.</p> <p>5. Le Président exerce les fonctions de directeur telles que déterminées par le Règlement 1082/2006 : il représente l'Eurodistrict et agit au nom et pour le compte de celui-ci.</p> <p>6. Le Président prépare et exécute les décisions du Conseil et du Bureau.</p> <p>7. Il convoque le Conseil.</p> <p>8. Il arrête l'ordre du jour du Conseil. Au cours d'une séance du Conseil, ¼ (un quart) des représentants peut décider de l'inscription de points à l'ordre du jour de la prochaine séance. Hors séance du Conseil, ¼ (un quart) des représentants peut également décider de l'inscription de points à l'ordre du jour pour la séance qui suivra immédiatement la plus prochaine séance.</p> <p>9. Il prépare le budget et présente le compte administratif ainsi que le programme de travail, soumis au vote du Conseil.</p> <p>10. Il signe les conventions jusqu'à un montant de 25 000€ inclus HT.</p> <p>11. Il est ordonnateur des dépenses et prescrit l'exécution des recettes.</p> <p>12. Il est le chef des services de l'Eurodistrict. A ce titre, il recrute le Secrétaire général ainsi que le personnel de l'Eurodistrict, en accord avec le</p>	<p>2. Sie werden in zwei Wahlgängen gewählt.</p> <p>3. Der Präsident wird wechselnd auf Vorschlag einmal der deutschen und einmal der französischen Seite gewählt.</p> <p>4. Der Vizepräsident wird aus der Mitte der Vertreter derjenigen Partei gewählt, die nicht den Präsidenten stellt.</p> <p>5. Der Präsident nimmt die Aufgabe des Direktors im Sinne der Verordnung (EG) 1082/2006 wahr: er vertritt den EVTZ und handelt in dessen Namen und für dessen Rechnung.</p> <p>6. Der Präsident bereitet die Entscheidungen des Rates und des Vorstands vor und führt sie aus.</p> <p>7. Er beruft den Rat ein.</p> <p>8. Er legt die Tagesordnung fest. ¼ (ein Viertel) der Vertreter kann während einer Sitzung verlangen, dass eine Angelegenheit auf die Tagesordnung der nächsten Sitzung gesetzt wird. Außerhalb einer Sitzung kann ¼ (ein Viertel) der Vertreter verlangen, dass eine Angelegenheit auf die Tagesordnung der übernächsten Sitzung gesetzt wird.</p> <p>9. Er bereitet den Haushaltsplan vor und legt den <i>Compte administratif</i> sowie das Arbeitsprogramm zur Beschlussfassung des Rates vor.</p> <p>10. Er schließt Verträge bis zu einem Betrag von 25.000 € netto.</p> <p>11. Er ordnet die Ausgaben und Einnahmen an.</p> <p>12. Er ist der Leiter der Verwaltung des Eurodistricts. Als solcher stellt er den Generalsekretär und die übrigen Mitarbeiter des Eurodistricts ein, soweit</p>
---	--

[Signature] 25/11

[Signature]
21.11.10

10/11
[Signature] 21.11.10

<p>Bureau pour les cadres. Il veille au respect du principe d'équilibre entre les deux parties.</p> <p>13. Il représente l'Eurodistrict en justice et dans toutes les interventions, réunions et manifestations.</p> <p>14. Il est seul chargé de l'administration de l'Eurodistrict. Il peut déléguer par arrêté, sous sa surveillance et sa responsabilité, une partie de ses attributions au Vice-Président ainsi que sa signature au Secrétaire Général ou aux responsables désignés, notamment pour l'ordonnancement des dépenses.</p>	<p>es sich um Führungskräfte handelt, im Einvernehmen mit dem Vorstand. Er achtet auf die Wahrung des Gleichgewichts zwischen den beiden Parteien.</p> <p>13. Er vertritt den Eurodistrikt gerichtlich und außergerichtlich.</p> <p>14. Er ist allein verantwortlich für die Verwaltung des Eurodistrikts. Er kann durch Verfügung unter Beibehaltung seiner Aufsicht und seiner Verantwortlichkeit einen Teil seiner Aufgaben dem Vizepräsidenten übertragen. In gleicher Weise kann er seine Zeichnungsbefugnis, insbesondere für die Anordnung von Ausgaben, dem Generalsekretär oder bestimmten Verantwortlichen übertragen.</p>
<p>ARTICLE 9 : Secrétariat Général</p> <p>1. Le Président de l' Eurodistrict agit en étroite et confiante relation de coopération avec les administrations des membres.</p> <p>2. Le Président peut se faire assister d'un Secrétaire Général placé sous son autorité.</p> <p>3. Le Secrétaire Général s'appuie sur les services d'un secrétariat général qui assure notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> 1 - la préparation des débats au Conseil de l'Eurodistrict et le suivi de l'exécution de ses décisions et projets ; 2 - la coordination des services administratifs et/ou techniques des membres de l'Eurodistrict ; 3 - le service commun de traduction et d'interprétation ; 4 - la communication externe de l'Eurodistrict. 	<p>ARTIKEL 9: Generalsekretariat</p> <p>1. Der Präsident des Eurodistrikts handelt in enger und vertrauensvoller Zusammenarbeit mit den Verwaltungen der Mitglieder.</p> <p>2. Der Präsident kann sich der Unterstützung eines Generalsekretärs unter seiner Leitung bedienen.</p> <p>3. Der Generalsekretär bedient sich der Mitarbeit eines Generalsekretariats, welches insbesondere</p> <ul style="list-style-type: none"> 1 - die Vorbereitung der Sitzungen des Eurodistriktrates und die Ausführung seiner Beschlüsse und Vorhaben, 2 - die Koordination der Verwaltungen und der technischen Dienste der Mitglieder des Eurodistrikts, 3 - den gemeinsamen Sprachdienst, 4 - die Öffentlichkeitsarbeit des Eurodistrikts

[Signature] 25/11

[Signature]
E.A.A.A.

11/27
[Signature]
1921.1.10

	gewährleistet.
<p>ARTICLE 10: Ressources de l'Eurodistrict</p> <p>1. Les ressources de l'Eurodistrict comprennent :</p> <ul style="list-style-type: none"> 1 - les contributions annuelles des membres, 2 - les subventions, 3 - les dons et legs, 4 - les produits afférents aux services rendus, 5 - toute autre recette conforme aux lois et règlements en vigueur. 6 - le produit des emprunts. Chaque emprunt ainsi que ses modalités de remboursement doivent faire l'objet d'un accord de tous les membres. <p>2. L'Eurodistrict peut contracter des emprunts seulement si une autre source de financement n'est pas possible ou si elle est inappropriée. Les emprunts ne peuvent être contractés que pour les investissements ou des mesures de développement liées aux investissements. Les engagements d'emprunt ne peuvent pas dépasser la capacité de financement de l'Eurodistrict.</p>	<p>ARTIKEL 10: Mittelaufbringung des Eurodistrikts</p> <p>1. Die Einnahmen des Eurodistrikts umfassen:</p> <ul style="list-style-type: none"> 1 - die jährlichen Mitgliedsbeiträge, 2 - Zuwendungen, 3 - Schenkungen und Vermächtnisse, 4 - Leistungsentgelte, 5 - sonstige rechtlich zulässige Einnahmen; 6 - Zinseinkünfte. Die Gewährung von Krediten einschließlich der Rückzahlungsbedingungen sind durch Vereinbarung zwischen allen Mitgliedern zu regeln. <p>2. Der Eurodistrikt darf Kredite nur aufnehmen, wenn eine andere Finanzierungsmöglichkeit nicht besteht oder wenn eine solche ungeeignet wäre. Kredite dürfen nur für Investitionen oder für Entwicklungsmaßnahmen im Zusammenhang mit Investitionen aufgenommen werden. Die Kreditverpflichtungen dürfen die finanzielle Leistungsfähigkeit des Eurodistrikts nicht überschreiten.</p>
<p>ARTICLE 11: Modalités de contribution financière des membres</p> <p>1. Chaque membre finance le Groupement.</p> <p>2. La contribution financière annuelle des membres est votée par le Conseil avant le 1^{er} janvier de l'année d'exécution. Elle est répartie à parité entre la partie française et la partie allemande.</p>	<p>ARTIKEL 11: Mitgliedsbeiträge</p> <p>1. Jedes Mitglied trägt zur Finanzierung des Verbundes bei.</p> <p>2. Der jährliche Mitgliedsbeitrag wird vom Rat vor dem 1. Januar jedes Geschäftsjahres beschlossen. Der Mitgliedsbeitrag wird zu gleichen Teilen von der französischen und von der</p>

6/11/17 25/17

31.2.1.10

12/17
11/21.10

La partie française supportera la moitié de la contribution financière. La contribution est calculée en fonction du nombre d'habitants au dernier recensement général ou complémentaire de la population connu.

Les membres de la partie allemande supporteront l'autre moitié de la contribution selon les modalités suivantes :

Dans un premier temps, la contribution totale de la partie allemande est divisée par le nombre d'habitants total de l'Ortenaukreis au dernier recensement général de la population connu.

Dans un deuxième temps, le résultat précédent, est multiplié par la population respective de chaque ville au dernier recensement général de la population connu. La moitié de la somme obtenue constitue la contribution respective de chaque ville.

La contribution propre de l'Ortenaukreis est calculée par différence entre la contribution globale de la partie allemande et celle des Villes allemandes.

3. Les contributions annuelles constituent des dépenses obligatoires pour les membres.

4. Le paiement des contributions annuelles des collectivités membres se fait en une fois et au plus tard le 31 mars de l'année en cours.

5. Les collectivités inscrivent à leur budget les sommes nécessaires pour

deutschen Seite aufgebracht.

Die französische Seite trägt die Hälfte des Beitrags. Der Beitrag berechnet sich nach der Einwohnerzahl gemäß dem letzten amtlichen Zensus.

Die Mitglieder der deutschen Seite tragen die andere Hälfte des Beitrags nach folgendem Schlüssel:

In einem ersten Schritt wird der gesamte auf die deutsche Seite entfallende Anteil durch die Einwohnerzahl des Ortenaukreises nach Maßgabe der letzten amtlichen Zählung geteilt.

In einem zweiten Schritt wird das Ergebnis für jede Stadt mit deren Einwohnerzahl nach Maßgabe der letzten amtlichen Zählung multipliziert. Die Hälfte des so ermittelten Betrages ist jeweils die Beitragsschuld der betreffenden Stadt.

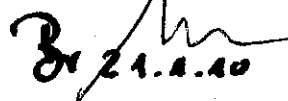
Der Beitrag des Ortenaukreises selbst errechnet sich als Unterschied zwischen dem gesamten auf die deutsche Seite entfallenden Beitrag und dem der deutschen Städte.

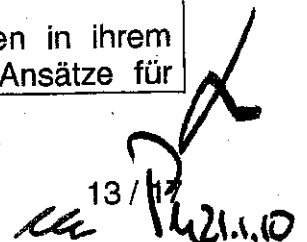
3. Die Jahresbeiträge sind Ausgaben, zu denen die Mitglieder gesetzlich verpflichtet sind.

4. Die Zahlung des Jahresbeitrags der Mitgliedskörperschaften erfolgt in einer Summe spätestens bis zum 31. März des laufenden Jahres.

5. Die Körperschaften sehen in ihrem Haushalt die notwendigen Ansätze für

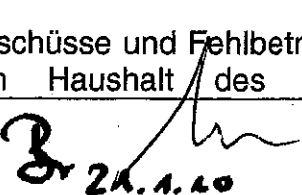
 25/1

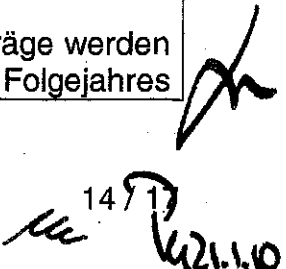
 21.4.10

 13/17
21.4.10

<p>couvrir les contributions qui leurs sont notifiées par l'Eurodistrict, après approbation du budget primitif par le Conseil.</p>	<p>die Zahlung der Beiträge vor, die ihnen vom Eurodistrict nach Beschluss des Haushalts (Budget primitif) durch den Rat mitgeteilt werden.</p>
<p>6. Pour la première année de création de l'Eurodistrict, la contribution des membres est votée dans les 3 mois de l'entrée en vigueur des statuts et versée dans le délai fixé par le Conseil.</p>	<p>6. Der Mitgliedsbeitrag für das Gründungsjahr wird innerhalb einer Frist von 3 Monaten ab Inkrafttreten der Satzung beschlossen und innerhalb der vom Rat festgesetzten Frist entrichtet.</p>
<p>7. Les collectivités membres peuvent mettre à disposition de l'Eurodistrict du personnel, des locaux ainsi que des moyens de fonctionnement. Dans ce cas les frais afférents donnent lieu à un remboursement total ou partiel, dans les conditions fixées par le Conseil.</p>	<p>7. Die Mitgliedskörperschaften können dem Eurodistrict Personal, Räumlichkeiten oder Betriebsmittel zur Verfügung stellen. In diesem Fall führen die diesbezüglichen Kosten zu einer vollständigen oder teilweisen Erstattung nach Maßgabe der vom Rat festzusetzenden Bedingungen.</p>
<p>8. En cas d'admission ou de retrait en cours d'année civile, la contribution annuelle sera due pour toute l'année engagée.</p>	<p>8. Bei einem Beitritt oder Ausscheiden während des Kalenderjahres ist der Beitrag für das gesamte Jahr zu bezahlen.</p>
<p>9. Toute admission ou retrait nécessite une modification de la clé de répartition.</p>	<p>9. Jeder Beitritt und jedes Ausscheiden erfordern eine Anpassung des Verteilungsschlüssels.</p>
<p>ARTICLE 12 : Dispositions budgétaires et comptables</p>	<p>ARTIKEL 12: Haushalt und Rechnungswesen</p>
<p>1. Le Conseil vote le budget primitif (budget prévisionnel) sur proposition du Président au plus tard le 1^{er} janvier de chaque année. Il arrête les comptes par le vote du compte administratif présenté par le Président et du compte de gestion, au plus tard le 30 juin de l'année qui suit la clôture de l'exercice concerné.</p>	<p>1. Der Rat beschließt den Haushalt <i>Budget primitif (budget prévisionnel)</i> auf Vorschlag des Präsidenten spätestens bis zum 1. Januar jedes Jahres. Er stellt die Rechnungen durch Beschlussfassung über den <i>Compte administratif</i>, welcher vom Präsidenten vorgelegt wird und den <i>Compte de gestion</i> spätestens bis zum 30. Juni des Jahres, das auf den Schluss des betreffenden Rechnungsjahres folgt, fest.</p>
<p>2. Copie du budget primitif et du compte administratif sont adressés chaque année aux membres.</p>	<p>2. Abschriften des Haushalts (<i>Budget primitif</i>) und des <i>Compte administratif</i> werden den Mitgliedern jedes Jahr zugeleitet.</p>
<p>3. Les excédents comme les déficits sont repris au budget de l'exercice suivant.</p>	<p>3. Überschüsse und Fehlbeträge werden in den Haushalt des Folgejahres</p>

 25/11

 21.11.10

 14/11 21.11.10

<p>4. Au moment du vote du compte administratif le Président doit se retirer, le Conseil élit alors un Président de séance.</p> <p>5. La comptabilité de l'Eurodistrict est tenue et sa gestion est assurée selon les règles de la comptabilité publique française, notamment les articles L.1612-1 à L.1612-20 du code général des collectivités territoriales.</p> <p>6. Le comptable assignataire de l'Eurodistrict est le receveur des finances de la Ville de Strasbourg et de la Communauté urbaine de Strasbourg.</p> <p>7. Les documents budgétaires sont mis à la disposition du public, au siège de l'Eurodistrict dans les conditions fixées par l'article L.5722-1 du code général des collectivités territoriales.</p>	<p>übernommen.</p> <p>4. Bei der Beschlussfassung über den <i>Compte administratif</i> muss sich der Präsident zurückziehen; der Rat wählt einen Präsidenten für diese Sitzung.</p> <p>5. Die Rechnungslegung und das Kassenwesen des Eurodistrikts richten sich nach den Vorschriften über die französische Rechnungslegung, insbesondere nach den Artikeln L.1612-1 bis L.1612-20 des <i>Code général des collectivités territoriales</i>.</p> <p>6. Der <i>Comptable assignataire</i> des Eurodistrikts ist der <i>Receveur des finances</i> der Stadt Strasbourg und der Stadtgemeinschaft Strasbourg.</p> <p>7. Die den Haushalt betreffenden Unterlagen werden der Öffentlichkeit am Sitz des Eurodistrikts nach Maßgabe von Artikel L.5722-1 des Code général des collectivités territoriales zur Verfügung gestellt.</p>
<p>ARTICLE 13 : Marchés publics, concessions et délégations de service public.</p> <p>1. L'Eurodistrict, en tant qu'organisme de droit public, est soumis au Code des marchés publics.</p> <p>2. Le Conseil met en place une commission d'appel d'offres pour la passation des marchés publics, conformément à la réglementation applicable.</p> <p>3. Au cas où il serait procédé à une délégation de service public ou à une concession de service public il sera mis en place une commission conformément aux dispositions de l'article L.1411-5 du Code général des collectivités territoriales.</p>	<p>ARTIKEL 13: Vergaben, Konzessionen und Aufträge für öffentliche Dienstleistungen</p> <p>1. Da der Eurodistrikt eine Einrichtung des öffentlichen Rechts ist, ist der <i>Code des marchés publics</i> anwendbar.</p> <p>2. Der Rat richtet eine Vergabekommission für die Durchführung öffentlicher Ausschreibungen in Übereinstimmung mit dem anwendbaren Recht ein.</p> <p>3. Im Falle der Beauftragung mit öffentlichen Dienstleistungen oder der Erteilung einer Konzession für öffentliche Dienstleistungen wird ein Ausschuss in Übereinstimmung mit Artikel L.1411-5 des Code général des collectivités territoriales eingerichtet.</p>
<p>ARTICLE 14 : Modification des statuts</p>	<p>ARTIKEL 14: Änderung der Satzung</p>

[Handwritten signature] 25/11

[Handwritten signature] 21.11.10

15/11
[Handwritten signature] Puzillo

<p>1. Les présents statuts sont annexés aux délibérations concordantes des Assemblées des membres de l'Eurodistrict qui les a approuvés.</p> <p>2. Chaque modification des statuts doit être approuvée par le Conseil à la double majorité simple des représentants des membres statutaires français et allemands.</p>	<p>1. Die vorliegende Satzung wird den übereinstimmenden Beschlüssen der Entscheidungsgremien der Mitglieder des Eurodistricts beigelegt, durch welche ihr zugestimmt wird.</p> <p>2. Jede Änderung der Satzung bedarf der Zustimmung des Rates mit der doppelten einfachen Mehrheit der satzungsgemäßen Vertreter der Mitglieder der deutschen und der französischen Seite.</p>
<p>ARTICLE 15 : Responsabilités et droit applicable</p> <p>1. La responsabilité de l'Eurodistrict vis-à-vis des tiers est basée sur le droit français.</p> <p>2. Les conséquences financières de la mise en œuvre de cette responsabilité seront supportées par le budget de l'Eurodistrict.</p> <p>3. En cas de difficultés ou de dissolution de l'Eurodistrict, les membres sont engagés proportionnellement à leur participation. Les membres restent responsables de ses dettes jusqu'à extinction de celles-ci.</p> <p>4. Pour toutes les autres missions, obligations et litiges pouvant survenir tant sur le plan administratif que judiciaire c'est le droit de la juridiction française qui s'applique, le siège de l'Eurodistrict étant en France.</p>	<p>ARTIKEL 15: Haftung und anwendbares Recht</p> <p>1. Die Haftung des Verbundes gegenüber Dritten richtet sich nach französischem Recht.</p> <p>2. Die finanziellen Folgen der Haftung trägt der Haushalt des Verbundes.</p> <p>3. Bei Zahlungsschwierigkeiten oder bei Auflösung des Verbundes sind die Mitglieder nach Maßgabe ihrer Beteiligung verpflichtet. Die Mitglieder des Verbundes haften bis zur Erfüllung der Schulden fort.</p> <p>4. Für alle anderen Aufgaben, Verpflichtungen oder Streitigkeiten vor Verwaltungs- wie vor ordentlichen Gerichten ist das französische Recht anwendbar, da der Sitz des Verbundes sich in Frankreich befindet.</p>
<p>ARTICLE 16 : Langue de travail</p> <p>1. Les langues de travail de l'Eurodistrict sont l'allemand et le français.</p> <p>2. Les moyens de communication généraux (Plaquettes, actes internes, site internet) et les documents (rapports d'études) produits au sein de l'Eurodistrict et à destination de</p>	<p>ARTIKEL 16: Arbeitssprache</p> <p>1. Die Arbeitssprachen des Eurodistricts sind Deutsch und Französisch.</p> <p>2. Die Veröffentlichungen (Broschüren, interne Papiere, Internetauftritt) und die Dokumente (Studien), die vom Eurodistrict zum Zwecke der Veröffentlichung hergestellt werden,</p>

[Handwritten signature] 25/11

[Handwritten signature] 21.11.10

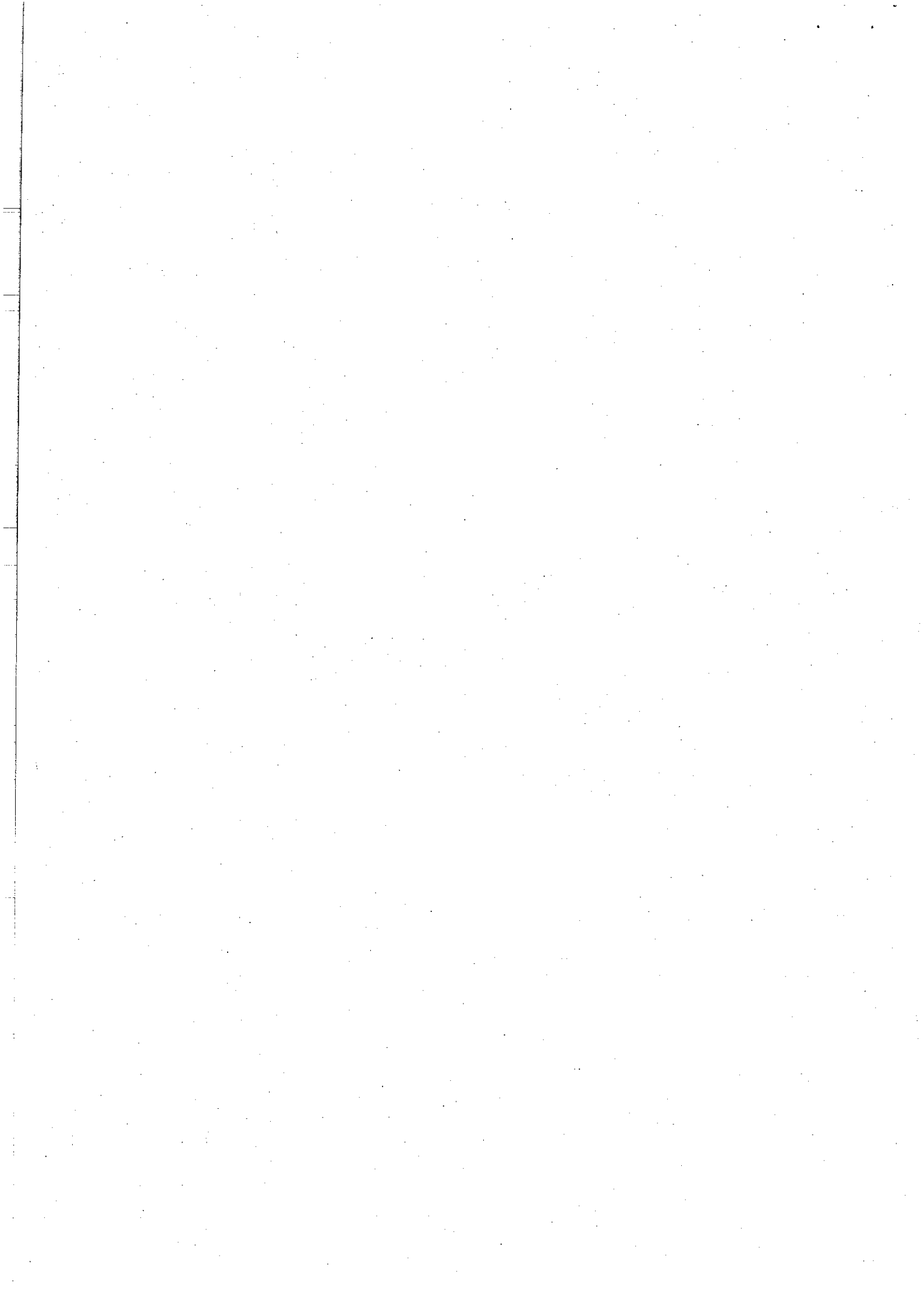
[Handwritten signature] 16/11
Pezillo

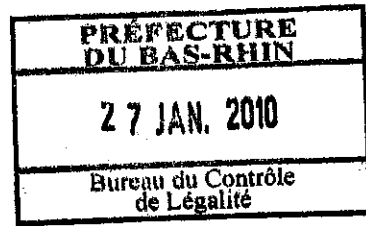
l'extérieur doivent être édités au moins dans les deux langues de travail.	müssen mindestens in den beiden Arbeitssprachen verfasst werden.
ARTICLE 17 : Personnel L'Eurodistrict peut employer directement du personnel, bénéficiaire de mises à disposition ou de détachements conformément au régime des syndicats mixtes régis par les articles L.5721-1 et suivants du code général des collectivités territoriales.	ARTIKEL 17: Personal Der Eurodistrikt kann nach Maßgabe der Artikel L. 5721-1 ff des code général des collectivités territoriales unmittelbar Personal einstellen, sich Personal zur Verfügung stellen oder abordnen lassen.
ARTICLE 18 : Règlement intérieur L'Eurodistrict établit son règlement intérieur dans les 6 mois de son installation.	ARTIKEL 18: Geschäftsordnung Der Eurodistrikt stellt innerhalb von 6 Monaten nach seiner Gründung eine Geschäftsordnung auf.
ARTICLE 19 : Commissions consultatives Le Règlement intérieur définit la nature, la composition et les fonctions des commissions consultatives de l'Eurodistrict, associant des partenaires extérieurs.	ARTIKEL 19: Konsultativorgane Die Geschäftsordnung bestimmt die Art, die Zusammensetzung und den Geschäftsgang der Konsultativorgane des Eurodistrikts zu denen externe Partner beigezogen werden.
ARTICLE 20 : Désignation d'un organisme d'audit externe La Chambre Régionale des Comptes d'Alsace est chargée du contrôle de l'Eurodistrict Strasbourg-Ortenau.	ARTIKEL 20: Bezeichnung einer externen Prüfungseinrichtung Die <i>Chambre Régionale des Comptes d'Alsace</i> wird mit der Prüfung des Eurodistrikts Strasbourg-Ortenau betraut.
ARTICLE 21 : Entrée en vigueur des statuts Les statuts entrent en vigueur à la date mentionnée à l'article 8, premier alinéa, de la convention constitutive, soit à la publication de la décision de création de l'Eurodistrict prise par le représentant de l'Etat, Préfet de la région Alsace, Préfet du Bas-Rhin.	ARTIKEL 21: Inkrafttreten der Satzung Die Satzung tritt mit dem in Artikel 8 Abs.1 der Gründungsvereinbarung genannten Datum in Kraft, also mit der Veröffentlichung der Entscheidung des Vertreters des Staates, Préfekt der Region Elsass und Préfekt des Bas-Rhin, über die Schaffung des Eurodistrikts.

[Signature]
21.1.10

[Signature] 25/1

17/10
[Signature] 21.1.10





<p>Convention constitutive du Groupement Européen de Coopération Territoriale « EURODISTRICT STRASBOURG-ORTENAU »</p>	<p>Gründungsvereinbarung des Europäischen Verbundes für territoriale Zusammenarbeit „EURODISTRIKT STRASBOURG-ORTENAU“</p>
<p>Entre :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la Communauté Urbaine de Strasbourg, - le Landkreis Ortenaukreis, - la Ville d'Offenburg, - la Ville de Lahr, - la Ville de Kehl; - la Ville d'Achern; - la Ville d'Oberkirch. <p>PREAMBULE : Vu</p> <ul style="list-style-type: none"> - la Déclaration Commune franco-allemande du Président de la République française Jacques CHIRAC et du Chancelier Gerhard SCHRODER, à l'occasion du 40^{ème} anniversaire du Traité de l'Elysée, le 22 janvier 2003, selon laquelle « Nous soutenons la création d'un Eurodistrict Strasbourg-Kehl, bien desservi, ayant vocation à explorer de nouvelles formes de coopération et à accueillir des institutions européennes » ; <p>- la résolution commune des</p>	<p>Zwischen:</p> <ul style="list-style-type: none"> - der Stadtgemeinschaft Strasbourg, (Communauté Urbaine de Strasbourg), - dem Landkreis Ortenaukreis, - der Stadt Offenburg, - der Stadt Lahr, - der Stadt Kehl, - der Stadt Achern, - der Stadt Oberkirch. <p>PRÄAMBEL In Anbetracht</p> <ul style="list-style-type: none"> - der Gemeinsamen deutsch-französischen Erklärung des Bundeskanzlers der Bundesrepublik Deutschland, Gerhard SCHRODER, und des Präsidenten der Französischen Republik, Jacques CHIRAC, zum 40. Jahrestag des Elysée-Vertrags am 22. Januar 2003, in der es heißt: „Wir unterstützen die Schaffung eines Eurodistrikts Strasbourg-Kehl mit guter Verkehrsanbindung, um neue Formen der Kooperation zu erforschen und europäische Institutionen aufzunehmen“; <p>- der Gemeinsamen Resolution der</p>

[Handwritten signatures and notes]
 21.10
 21.1.10

<p>collectivités locales désignées ci-dessus, pour la création d'un Eurodistrict, du 24 mai 2003 ;</p> <ul style="list-style-type: none"> - la note de cadrage des Ministres délégués aux affaires européennes français et allemand du 30 juin 2003 ; - la Convention relative à la création de l'Eurodistrict Strasbourg-Ortenau, du 17 octobre 2005 ; - le Règlement CE n°1082/2006 du Parlement européen et du Conseil du 5 juillet 2006 relatif à un Groupement européen de coopération territoriale (GECT) ; - la Résolution de Lahr, du 11 octobre 2008 ; - le Rapport présenté le 3 février 2009, par MM. Bernard COTTIN et Erwin VETTER, sur demande des Ministres français et allemand délégués aux affaires européennes. 	<p>oben genannten Gebietskörperschaften zur Errichtung eines Eurodistrikts vom 24. Mai 2003;</p> <ul style="list-style-type: none"> - des „Eckpunktepapiers“ des deutschen und des französischen Staatsministers für Europa vom 30. Juni 2003; - der Vereinbarung über die Gründung des Eurodistrikts Strasbourg-Ortenau vom 17. Oktober 2005; - der Verordnung (EG) Nr. 1082/2006 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 5. Juli 2006 über den Europäischen Verbund für territoriale Zusammenarbeit (EVTZ); - der Lahrer Erklärung vom 11. Oktober 2008; - des am 3. Februar 2009 von Bernard COTTIN und Erwin VETTER auf Ersuchen des deutschen und französischen Staatsministers für Europa vorgelegten Berichts.
<p>DESIREUX</p> <ul style="list-style-type: none"> - d'apporter une plus-value à tous les citoyens et citoyennes de son territoire ; - de devenir un laboratoire de l'Europe unie ; - de fonder sur leurs territoires les bases d'un Eurodistrict innovant, ayant vocation à se transformer progressivement en une réelle intercommunalité transfrontalière reposant sur le principe de la codécision ; - de conforter la dimension européenne de la Ville de Strasbourg, siège d'institutions et d'organisations européennes et de s'appuyer sur l'intensité de la coopération transfrontalière préexistante ; 	<p>IN DEM BESTREBEN</p> <ul style="list-style-type: none"> - einen Mehrwert für alle Bürgerinnen und Bürger des Gebietes zu schaffen, - sich zu einem Labor des geeinten Europas zu entwickeln, - auf ihren Gebieten die Grundlagen für einen innovativen Eurodistrikt zu schaffen, der sich schrittweise zu einem wahrhaft grenzüberschreitenden, auf dem Prinzip von gemeinsamen Entscheidungen beruhenden Gemeindeverband entwickeln soll, - die europäische Dimension Strasbourg als Sitz europäischer Institutionen und Organisationen zu stärken und sich auf die Intensität bestehender grenzüberschreitender Zusammenarbeit zu stützen,
<p>IL EST CONVENU CE QUI SUIIT :</p>	<p>WIRD FOLGENDES VEREINBART:</p>

Handwritten signature and date: 15/11

Handwritten signature and date: 21.11.11

Handwritten signature and date: 21.11.11

ARTICLE 1 : Constitution de l'Eurodistrict Strasbourg-Ortenau

1. En application du Règlement CE 1082/2006 du Parlement européen et du Conseil du 5 juillet 2006, les membres fondateurs suivants constituent un Groupement Européen de Coopération Territoriale de droit français, (GECT) dénommé « Eurodistrict Strasbourg-Ortenau » en français et « Eurodistrikt Strasbourg-Ortenau » en allemand :

- la Communauté Urbaine de Strasbourg ,
- le Landkreis Ortenaukreis,
- la Ville d'Offenburg,
- la Ville de Lahr,
- la Ville de Kehl,
- la Ville d'Achern,
- la Ville d'Oberkirch.

2. Le groupement peut néanmoins admettre d'autres membres tels que définis par l'article 3 du règlement communautaire 1082/2006 sus-mentionné,

- s'ils y ont un intérêt au regard de leurs compétences et de celles de l'Eurodistrict,
- ou s'ils justifient d'un intérêt de nature à promouvoir l'Eurodistrict.

3. La demande d'adhésion de chaque membre potentiel est définie par les dispositions de l'article 6 de la présente convention constitutive.

Ces adhésions ultérieures entraîneront une modification de la convention constitutive et des statuts.

ARTIKEL 1: Gründung des Eurodistrikts Strasbourg-Ortenau

1. Gemäß der Verordnung (EG) Nr. 1082/2006 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 5. Juli 2006 gründen die folgenden Gründungsmitglieder einen Europäischen Verbund für territoriale Zusammenarbeit (EVTZ) nach französischem Recht, der die Bezeichnung „Eurodistrict Strasbourg-Ortenau“ auf Französisch und „Eurodistrikt Strasbourg-Ortenau“ auf Deutsch trägt:

- die Stadtgemeinschaft Strasbourg, (Communauté Urbaine de Strasbourg)
- der Landkreis Ortenaukreis,
- die Stadt Offenburg,
- die Stadt Lahr,
- die Stadt Kehl,
- die Stadt Achern.
- die Stadt Oberkirch.

2. Dem Verbund können darüber hinaus weitere Mitglieder gemäß Artikel 3 der oben genannten EG-Verordnung Nr. 1082/2006 beitreten,

- sofern diese aufgrund ihrer eigenen sowie der Zuständigkeiten des Eurodistrikts ein Interesse daran haben,
- oder ihr Beitritt den Interessen des Eurodistrikts dient.

3. Mit Beitrittsanträgen potenzieller Mitglieder wird gemäß den Bestimmungen von Artikel 6 dieser Gründungsvereinbarung verfahren.

Die spätere Aufnahme von Mitgliedern erfordert die Änderung der Gründungsvereinbarung und der Satzung.

Handwritten signature and date: 25/11

Handwritten signature and date: 21.11.10

Handwritten date: 3/11

Handwritten signature and date: 21.11.10

<p>4. Les signataires formulent le vœu que les États français et allemands adhèrent au groupement.</p>	<p>4. Die Unterzeichner geben dem Wunsch Ausdruck, dass der französische Staat und die deutschen Staaten dem Verbund beitreten.</p>
<p>ARTICLE 2 : Siège</p> <p>Le siège de l'Eurodistrict est situé à Strasbourg. Le secrétariat est situé à Kehl.</p>	<p>ARTIKEL 2: Sitz</p> <p>Der Sitz des Eurodistrikts ist Strasbourg. Die Geschäftsstelle befindet sich in Kehl.</p>
<p>ARTICLE 3 : Droit applicable et reconnaissance mutuelle</p> <p>1. L'Eurodistrict est régi par le Règlement CE n°1082/2006 du Parlement Européen et du Conseil du 5 juillet 2006 relatif à un Groupement européen de coopération territoriale, par le droit de l'Etat où le groupement a son siège, soit le droit français, par la convention constitutive et ses statuts.</p> <p>2. Le Groupement Européen de Coopération Territoriale « Eurodistrict » est un organisme de droit public créé sous la forme d'un syndicat mixte en application des articles L. 1115-4-2 et L.5721-1 et suivants du Code Général des Collectivités territoriales.</p> <p>3. Le contrôle administratif, budgétaire et financier de l'Eurodistrict sera réalisé conformément au droit français. Les autorités chargées du contrôle en France échangent toutes les informations appropriées avec les autorités allemandes équivalentes et pourront être saisies par ces dernières.</p>	<p>ARTIKEL 3: Anwendbares Recht und gegenseitige Anerkennung</p> <p>1. Der Eurodistrikt unterliegt der Verordnung (EG) Nr. 1082/2006 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 5. Juli 2006 über den Europäischen Verbund für territoriale Zusammenarbeit, dem Recht des Staates, in dem der Verbund seinen Sitz hat, d.h. französischem Recht, sowie seiner Gründungsvereinbarung und seiner Satzung.</p> <p>2. Der Europäische Verbund für territoriale Zusammenarbeit „Eurodistrikt“ ist eine öffentlich-rechtliche Einrichtung in Form eines <i>Syndicat mixte</i> nach Art. L. 1115-4-2 und L.5721-1 ff des <i>Code Général des Collectivités territoriales</i>.</p> <p>3. Die Aufsicht über die Verwaltungstätigkeit, den Haushalt und die Finanzen des Eurodistrikts richtet sich nach französischem Recht. Die für die Aufsicht zuständigen französischen Behörden tauschen geeignete Erkenntnisse mit den entsprechenden deutschen Stellen aus und können von letzteren angerufen werden.</p>
<p>ARTICLE 4 : Périmètre géographique</p> <p>L'Eurodistrict Strasbourg-Ortenau couvre dans un premier temps le territoire sur</p>	<p>ARTIKEL 4: Gebietskulisse</p> <p>Der Eurodistrikt Strasbourg-Ortenau umfasst zunächst das Gebiet, auf das</p>

[Signature] 7.25/11

[Signature]
21.11.10 4/11 *[Signature]*

<p>lequel s'exercent les compétences des membres énumérés à l'article 1 de la présente convention.</p>	<p>sich die Zuständigkeit der im Artikel 1 dieser Vereinbarung aufgezählten Mitglieder erstreckt.</p>
<p>ARTICLE 5 : Objet et missions</p> <p>1. L'Eurodistrict a pour objet général de promouvoir, de soutenir, d'encourager et de coordonner la coopération transfrontalière en veillant à la mise en oeuvre de projets communs.</p> <p>2. Afin d'atteindre les objectifs politiques mentionnés en préambule de la présente convention, l'Eurodistrict Strasbourg-Ortenau se donne plus particulièrement les missions suivantes :</p> <p>a.) mettre en oeuvre des projets transfrontaliers relevant des domaines de compétences communs des membres du groupement.</p> <p>A ce titre, les champs d'intervention suivants seront considérées comme prioritaires :</p> <ul style="list-style-type: none"> - actions contribuant au développement durable et à un aménagement du territoire concerté et cohérent de part et d'autre de la frontière ; - actions visant à améliorer la vie quotidienne de la population et à supprimer les contraintes engendrées par la frontière ; - promotion et soutien du bilinguisme sur le territoire de l'Eurodistrict ; - actions visant à soutenir le développement d'un espace culturel transfrontalier ; - renforcement de l'attractivité et promotion du territoire ; - renforcement de la coopération avec les institutions 	<p>ARTIKEL 5: Zweck und Aufgaben</p> <p>1. Der Eurodistrikt hat das allgemeine Ziel, die grenzüberschreitende Zusammenarbeit zu fördern, zu unterstützen, zu ermutigen und abzustimmen, indem er für die Umsetzung gemeinsamer Vorhaben sorgt.</p> <p>2. Im Hinblick auf die Erreichung der in der Präambel dieser Vereinbarung genannten politischen Ziele stellt sich der Eurodistrikt Strasbourg-Ortenau insbesondere die folgenden Aufgaben:</p> <p>a.) Durchführung von grenzüberschreitenden Projekten in den gemeinsamen Zuständigkeitsbereichen der Mitglieder des Verbundes.</p> <p>Dabei gelten die folgenden Aktionsbereiche als vorrangig:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Maßnahmen zur Förderung der nachhaltigen Entwicklung sowie einer abgestimmten und kohärenten Raumplanung auf deutscher und französischer Seite; - Maßnahmen, die zur Verbesserung des Alltags der Bevölkerung und zum Abbau grenzbedingter Erschwernisse beitragen; - Förderung und Unterstützung der Zweisprachigkeit auf dem Gebiet des Eurodistrikts; - Unterstützung der Entwicklung eines grenzüberschreitenden Kulturraums; - Stärkung der Attraktivität des Gebietes; - Stärkung der Zusammenarbeit

[Signature] 25/11

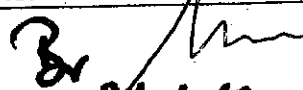
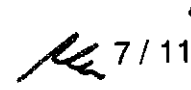

[Signature]
 21.11.10 5/11 *[Signature]* 21.11.10

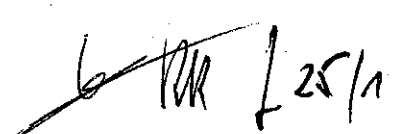
<p>et organismes européens.</p>	<p>mit den europäischen Institutionen und Organisationen.</p>
<p>b.) développer des équipements communs, le cas échéant mutualiser les services présents sur le territoire ;</p>	<p>b.) Entwicklung gemeinsamer Infrastruktureinrichtungen und gemeinsame Nutzung von bestehenden Angeboten und Dienstleistungen;</p>
<p>c.) soutenir les réseaux de citoyens qui contribuent à la réalisation des objectifs de l'Eurodistrict ;</p>	<p>c.) Unterstützung von Bürgerinitiativen die zur Verwirklichung der Ziele des Eurodistrikts beitragen.</p>
<p>d.) assurer un rôle d'impulsion, d'accompagnement, de lobbying afin de favoriser la réalisation de projets d'intérêt transfrontalier ne relevant pas de la compétence des membres du groupement, ou de la compétence de certains d'entre eux uniquement, mais qui s'inscrivent pleinement dans les objectifs affichés par l'Eurodistrict ;</p>	<p>d.) Initiierung, Begleitung und Unterstützung von grenzüberschreitenden Projekten, die nicht in die Zuständigkeit der Mitglieder des Verbundes oder lediglich in die Zuständigkeit einzelner von ihnen fallen, aber mit den Zielen des Eurodistrikts voll und ganz übereinstimmen;</p>
<p>e.) solliciter des cofinancements nationaux ou européens en vue de la réalisation de ses différentes missions ;</p>	<p>e.) Beantragung nationaler oder europäischer Kofinanzierung zur Durchführung seiner verschiedenen Aufgaben;</p>
<p>f.) promouvoir et faciliter la formation de réseaux transfrontaliers au niveau associatif, socio-économique, ou institutionnel ;</p>	<p>f.) Förderung und Erleichterung der Schaffung grenzüberschreitender Netzwerke von Vereinen und Verbänden sowie im gesellschaftlichen, wirtschaftlichen und institutionellen Bereich;</p>
<p>g.) participer à des actions de coopération dépassant le périmètre de l'Eurodistrict, afin de renforcer la cohésion économique et sociale et le développement durable du Rhin Supérieur;</p>	<p>g.) Beteiligung an Kooperationen über das Gebiet des Eurodistrikts hinaus zur Stärkung des wirtschaftlichen und sozialen Zusammenhalts sowie zur Förderung der nachhaltigen Entwicklung in der Oberrheinregion;</p>

[Signature] 25/11

[Signature]
 21.11.10
 6/11
[Signature]

<p>h.) participer à des échanges d'expériences entre régions frontalières, à l'échelle nationale ou européenne;</p> <p>i.) assurer la représentation de l'Eurodistrict au sein d'organismes et de réseaux nationaux, européens et internationaux afin d'assurer le positionnement et la promotion commune de ce territoire ;</p> <p>j.) conforter son positionnement européen en faisant du statut de Strasbourg, capitale de l'Europe démocratique et parlementaire, un élément incontestable de l'image de marque de l'Eurodistrict.</p> <p>3. L'action commune au sein de l'Eurodistrict n'est pas exclusive d'autres formes de coopération transfrontalière pouvant être menées par les membres en fonction des projets concernés et de partenariats appropriés. L'Eurodistrict peut assister ses membres dans le montage et la mise en œuvre des projets d'intérêt transfrontalier.</p>	<p>h.) Beteiligung am Informationsaustausch zwischen Grenzregionen im nationalen und europäischen Rahmen;</p> <p>i.) Vertretung des Eurodistrikts in nationalen, europäischen und internationalen Gremien und Netzwerken zur Gewährleistung der Positionierung des Gebietes und des gemeinsamen Standortmarketings;</p> <p>j.) Stärkung der europäischen Positionierung des Gebietes, indem die Rolle Straßburgs als Hauptstadt des demokratischen und parlamentarischen Europas als unbestreitbarer Bestandteil des Eurodistrikt-Images verankert wird.</p> <p>3. Das gemeinsame Handeln im Eurodistrikt schließt andere Formen von grenzüberschreitender Zusammenarbeit nicht aus, die Mitglieder projektbezogen oder aufgrund von geeigneten Partnerschaften eingehen möchten. Der Eurodistrikt kann seine Mitglieder bei der Aufstellung und der Durchführung von Projekten von grenzüberschreitendem Interesse unterstützen.</p>
<p>ARTICLE 6 : Modification de la présente convention</p> <p>1. Cas général: La convention est modifiée après décision du Conseil qui statue à la double majorité simple des représentants statutaires français et allemands. La délibération est notifiée aux membres</p> <p>Toute modification de la convention doit être approuvée par les autorités qui ont autorisé la création du Groupement dans les conditions fixées à l'article 4 du</p>	<p>ARTIKEL 6: Änderung der Gründungsvereinbarung</p> <p>1. Allgemeine Regel: Änderungen der Vereinbarung erfolgen auf Beschluss des Rates, der jeweils die einfache Mehrheit der satzungsgemäßen deutschen und französischen Vertreter erfordert. Der Beschluss wird den Mitgliedern schriftlich mitgeteilt.</p> <p>Jede Änderung der Vereinbarung bedarf der Zustimmung der Behörden, die die Gründung des Verbundes gemäß dem in Artikel 4 der Verordnung (EG) Nr.</p>


 28.11.10  7/11  Pezi.1.10

 25/11

<p>Règlement CE n°1082/2006.</p> <p>2. Adhésion de nouveaux membres: La demande d'adhésion de chaque nouveau membre potentiel doit être formulée par écrit au Groupement et donne lieu à une recommandation du Bureau.</p> <p>Le Président inscrit la demande à l'ordre du jour du Conseil.</p> <p>Le Conseil décide de l'admission selon les règles de majorité prévues au point 1 du présent article.</p> <p>L'admission prend effet dès l'entrée en vigueur de la modification de la convention constitutive et des statuts, après approbation de la modification de la convention et des statuts par le représentant de l'Etat qui a autorisé la création du Groupement ainsi que, le cas échéant, de l'accord de l'Etat du ressort du nouveau membre potentiel, selon les règles de son droit interne.</p> <p>3. Retrait d'un membre: La qualité de membre se perd par retrait. Tout membre peut se retirer du Groupement à l'expiration d'un exercice budgétaire, sous réserve qu'il ait notifié son intention au moins un an avant la fin de cet exercice. La décision de retrait est constatée par le Conseil et notifiée aux autres membres. Le Conseil engage en conséquence la modification de la convention constitutive et des statuts selon les règles de majorité prévues au 1^{er} paragraphe du présent article.</p> <p>La délibération du Conseil est notifiée aux membres du groupement.</p> <p>Le retrait prend effet dès l'entrée en</p>	<p>1082/2006 festgelegten Verfahren genehmigt haben.</p> <p>2. Aufnahme neuer Mitglieder: Die Aufnahme eines neuen Mitglieds ist schriftlich beim Verbund zu beantragen; der Vorstand gibt hierzu eine Empfehlung ab.</p> <p>Der Präsident setzt den Antrag auf die Tagesordnung des Rates.</p> <p>Der Rat beschließt über den Antrag mit der Mehrheit nach Ziffer 1 dieses Artikels.</p> <p>Die Aufnahme wird wirksam mit Inkrafttreten der Änderung der Gründungsvereinbarung und der Satzung, nach Genehmigung der Änderung der Vereinbarung und der Satzung durch den Vertreter des Staates, welcher die Gründung des Verbundes genehmigt hat, sowie ggf. der Zustimmung des Staates, dem das neue Mitglied angehört, nach Maßgabe des für dieses geltenden innerstaatlichen Rechts.</p> <p>3. Austritt eines Mitglieds: Die Mitgliedschaft endet mit dem Austritt. Jedes Mitglied kann am Ende eines Geschäftsjahres aus dem Verbund austreten, sofern es seine Absicht mindestens ein Jahr vor Ablauf des jeweiligen Geschäftsjahres mitgeteilt hat. Die Entscheidung über den Austritt wird durch den Rat festgestellt und den anderen Mitgliedern mitgeteilt. Der Rat betreibt daraufhin die Änderung der Gründungsvereinbarung und der Satzung gemäß den in Absatz 1 vorgesehenen Mehrheitsregeln.</p> <p>Der Beschluss der Versammlung wird den Mitgliedern des Verbundes schriftlich mitgeteilt.</p> <p>Der Austritt wird wirksam mit Inkrafttreten</p>
---	--

[Signature] 25/10

[Signature]
21.11.10

8/11
[Signature] 10/21.10

<p>vigueur de la modification de la convention constitutive et des statuts, après approbation de la modification de la convention et des statuts par le représentant de l'Etat qui a autorisé la création du Groupement ainsi que, le cas échéant, de l'accord de l'Etat dont est issu le membre exerçant son droit de retrait, selon les règles de son droit interne.</p> <p>Une convention conclue entre le membre qui exerce son droit de retrait et le Groupement règle les modalités notamment financières du retrait.</p> <p>Les membres ayant exercé leur droit de retrait engagent leur responsabilité après avoir cessé d'être membres du Groupement pour des actions découlant d'activités du Groupement réalisées alors qu'ils en étaient membres.</p> <p>Le membre se retirant participe à l'apurement des dettes proportionnellement à ses engagements financiers antérieurs tels qu'ils figurent dans le compte administratif de sa dernière année de participation au Groupement.</p>	<p>der Änderung der Gründungsvereinbarung und der Satzung, nach Genehmigung der Änderung der Vereinbarung und der Satzung durch den Vertreter des Staates, welcher die Gründung des Verbundes genehmigt hat, sowie ggf. der Zustimmung des Staates, dem das austretende Mitglied angehört, nach Maßgabe des für dieses geltenden innerstaatlichen Rechts.</p> <p>Die Modalitäten des Austritts, insbesondere finanzieller Art, werden in einer Vereinbarung zwischen dem austretenden Mitglied und dem Verbund geregelt.</p> <p>Ausgeschiedene Mitglieder haften nach ihrem Austritt aus dem Verbund für Verpflichtungen, die sich aus der Tätigkeit des Verbundes während ihrer Mitgliedschaft ergeben.</p> <p>Das austretende Mitglied beteiligt sich an der Schuldentilgung im Verhältnis seiner vorher eingegangenen finanziellen Verpflichtungen, so wie sie im <i>Compte administratif</i> des letzten Jahres seiner Mitgliedschaft im Verbund festgehalten sind.</p>
<p>ARTICLE 7 : Dissolution</p> <p>1. Outre les cas et modalités prévues par l'article 14 du Règlement CE n°1082/2006, et par l'article L 1115-4-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, la dissolution du Groupement Européen de Coopération Territoriale Eurodistrict Strasbourg-Ortenau peut aussi être demandée par décision prise à la double majorité simple des représentants statutaires français et allemands.</p>	<p>ARTIKEL 7: Auflösung</p> <p>1. Neben den in Artikel 14 der Verordnung (EG) Nr. 1082/2006 und in Artikel L 1115-4-2 des <i>Code Général des Collectivités Territoriales</i> vorgesehenen Fällen und nach den dort beschriebenen Modalitäten kann die Auflösung des Europäischen Verbundes für territoriale Zusammenarbeit „Eurödistrikt Strasbourg-Ortenau“ auch aufgrund eines Beschlusses mit jeweils der einfachen Mehrheit seiner satzungsgemäßen deutschen und französischen Vertreter beantragt werden.</p>

[Signature] 25/11

[Signature]
21.11.10

9/11
[Signature] 19.11.10

<p>2. La dissolution est prononcée par arrêté du représentant de l'Etat, Préfet de la Région Alsace, Préfet du Bas-Rhin pris au plus tard quinze jours avant la date d'effet fixée pour la dissolution ou dès satisfaction des conditions de liquidation et d'apurement des droits des tiers.</p> <p>3. Dans le cas d'une dissolution du Groupement, l'actif et le passif et son patrimoine est réparti entre les membres mentionnés à l'article 1^{er} de la présente convention, conformément à la clé de répartition des contributions des membres indiquée dans l'article 11 des statuts.</p>	<p>2. Die Auflösung wird durch den Vertreter des Staates, Präfekt der Région Alsace und Präfekt des Bas-Rhin, spätestens 15 Tage vor ihrem Inkrafttreten bzw. nach Tilgung der Ansprüche Dritter verfügt.</p> <p>3. Bei Auflösung des Verbundes werden dessen Aktiva und Passiva sowie sein Vermögen unter den in Artikel 1 dieser Vereinbarung genannten Mitgliedern aufgeteilt, wobei der Beitragsschlüssel nach Artikel 11 der Satzung zugrunde gelegt wird..</p>
<p>ARTICLE 8 : Entrée en vigueur et durée</p> <p>1. Le Groupement européen de coopération territoriale « Eurodistrict Strasbourg-Ortenau » acquiert la personnalité juridique, après accord des autorités allemandes compétentes sur la participation des membres allemands et à compter de la date de publication de l'arrêté du représentant de l'Etat, Préfet de la Région Alsace, Préfet du Bas-Rhin, portant création du Groupement.</p> <p>2. Le Groupement européen de coopération territoriale « Eurodistrict Strasbourg-Ortenau » est créé pour une durée indéterminée.</p> <p>3. La présente convention sera remplacée lorsque le cadre constitutionnel, légal et conventionnel aura évolué et permettra d'ériger l'Eurodistrict en une forme inédite d'intercommunalité transfrontalière.</p>	<p>ARTIKEL 8: Inkrafttreten und Dauer</p> <p>1. Der Europäische Verbund für territoriale Zusammenarbeit „Eurodistrict Strasbourg-Ortenau“ erwirbt die Rechtsfähigkeit, nachdem die zuständigen deutschen Behörden der Beteiligung der deutschen Mitglieder zugestimmt haben und mit dem Tag, an welchem die Verfügung des Vertreters des Staates, Präfekt der Région Elsass und Präfekt des Bas-Rhin, über die Gründung des Verbundes bekannt gemacht wird.</p> <p>2. Der Europäische Verbund für territoriale Zusammenarbeit „Eurodistrict Strasbourg-Ortenau“ wird auf unbestimmte Zeit gegründet.</p> <p>3. Die vorliegende Vereinbarung wird ersetzt, sobald der Eurodistrict infolge der Weiterentwicklung der verfassungsmäßigen, gesetzlichen und vertraglichen Rahmenbedingungen in einer derzeit für die grenzüberschreitende interkommunale Zusammenarbeit noch nicht existierenden Rechtsform errichtet werden kann.</p>

[Signature] 25/11

[Signature]
21.11.10

10/11
[Signature] 21.11.10

ARTICLE 9 : Litiges

1. Tout litige entre les parties se rapportant à l'exécution et/ou à l'interprétation de la présente convention, qui n'a pu faire l'objet d'un règlement amiable, relève de la compétence de la juridiction française qui se prononce sur la base de la version française de cette convention.

2. A défaut de solution amiable ou d'accord, chaque partie contractante peut solliciter la conciliation des instances de leur Etat respectif.

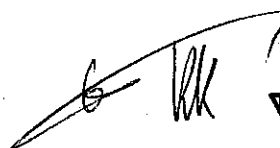
Fait àle....., en exemplaires en langues française et allemande.

ARTIKEL 9: Streitfall

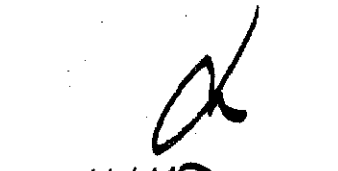
1. Streitsachen zwischen den Partnern, die sich aus der Durchführung und / oder der Auslegung dieser Vereinbarung ergeben und nicht gütlich beigelegt werden konnten, unterliegen der französischen Rechtsprechung, die sich nach der französischen Version dieser Vereinbarung richtet.

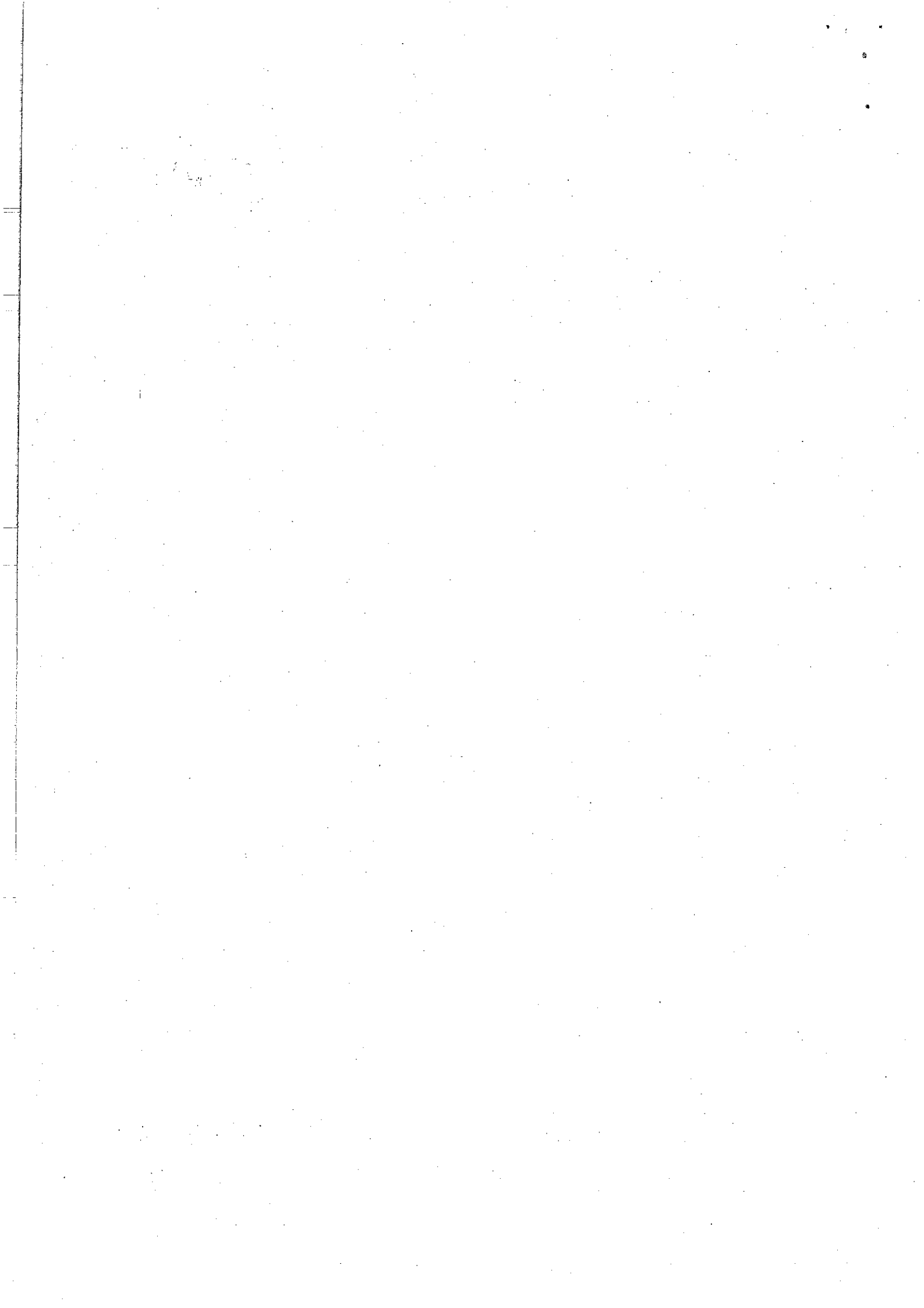
2. Kann bei Streitigkeiten keine gütliche Lösung oder Einigung erzielt werden, können die Vertragspartner die zuständigen Stellen ihres jeweiligen Staates um Schlichtung ersuchen.

Geschen in am, in Urschriften in französischer und deutscher Sprache.

 25/1


21.11.10


11 / 11
21.11.10




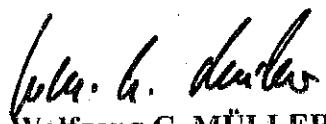
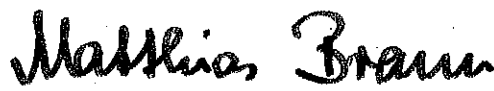


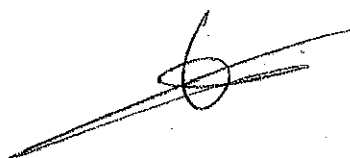
Convention constitutive et Statuts du
Groupement Européen de Coopération territoriale
« Eurodistrict Strasbourg-Ortenau »

Signataires / *Unterzeichner*

PRÉFECTURE
DU BAS-RHIN

27 JAN. 2010

Bureau du Contrôle
de Légalité

 Klaus MUTTACH Oberbürgermeister der Stadt Achern	 Dr. Günther RETRY Oberbürgermeister der Stadt Kehl
 Dr. Wolfgang G. MÜLLER Oberbürgermeister der Stadt Lahr	 Matthias BRAUN Oberbürgermeister der Stadt Oberkirch
 Edith SCHREINER Oberbürgermeisterin der Stadt Offenburg	 Frank SCHERER Landrat des Ortenaukreises
 Roland RIES Vice-Président de la Communauté Urbaine de Strasbourg Maire de Strasbourg	 Jacques BIGOT Président de la Communauté Urbaine de Strasbourg

1. The first part of the document
 2. The second part of the document
 3. The third part of the document
 4. The fourth part of the document
 5. The fifth part of the document
 6. The sixth part of the document
 7. The seventh part of the document
 8. The eighth part of the document
 9. The ninth part of the document
 10. The tenth part of the document



Déclaration politique engageante

Conformément à l'article 1 de la convention relative à la création de l'Eurodistrict Strasbourg-Ortenau du 17 octobre 2005, selon lequel « les collectivités signataires souhaitent le développement de l'Eurodistrict par étapes et aspirent à sa transposition dans une forme juridique originale », la constitution du GECT représente une étape primordiale du développement de l'Eurodistrict et ce groupement poursuit désormais la coopération initiée depuis 2005.

Les collectivités territoriales françaises et allemandes à l'origine de la constitution du GECT « Eurodistrict Strasbourg-Ortenau » renouvellent leur vœu, formulé à l'article 1, paragraphe 4, de la convention de création du GECT, que les Etats français et allemands adhèrent au groupement. Elles se félicitent du souhait déclaré de la République française d'adhérer au GECT et se déclarent fermement décidées à engager la procédure de modification de la convention de création, conformément à son article 6, afin de permettre son adhésion dans les meilleurs délais et, dans toute la mesure du possible, avant la fin du 1er trimestre 2010. Elles expriment également le souhait que la République Fédérale d'Allemagne et le Land de Bade-Wurtemberg adhèrent au GECT.

Verbindliche politische Erklärung

Gemäß Artikel 1 der Vereinbarung über die Gründung des Eurodistrikts Straßburg-Ortenau vom 17. Oktober 2005, die festlegt, dass «die unterzeichnenden Gebietskörperschaften die schrittweise Weiterentwicklung des Eurodistrikts wollen und seine Überführung in eine eigene Rechtsform anstreben», ist die Gründung des EVTZ ein wichtiger Meilenstein für die Entwicklung des Eurodistrikts, und dieser Verbund führt ab dem heutigen Tag die seit 2005 initiierte Zusammenarbeit fort.

Die deutschen und französischen Gebietskörperschaften, die Gründungsmitglieder des zukünftigen EVTZ „Eurodistrikt Strasbourg-Ortenau“ sein werden, erneuern ihren im Artikel 1, Paragraph 4, der Gründungsvereinbarung des EVTZ formulierten Wunsch, dass der französische und die deutschen Staaten Mitglieder des Zweckverbandes werden.

Sie begrüßen den von der französischen Republik erklärten Wunsch, Mitglied im EVTZ werden zu wollen und erklären ihren festen Willen, das Verfahren zur Änderung der Gründungsvereinbarung entsprechend Artikel 6 in Gang zu setzen, um die Mitgliedschaft des französischen Staates so rasch wie möglich, wenn irgend möglich vor Ablauf des ersten Quartals 2010, zu ermöglichen. Sie wünschen sich zudem, dass auch die Bundesrepublik Deutschland und das Land Baden-Württemberg Mitglieder des EVTZ werden.

Déclaration politique
« Eurodistrict Strasbourg-Ortenau »

Signataires / Unterzeichner

 Klaus MUTTACH Oberbürgermeister der Stadt Achern	 Dr. Günther PETRY Oberbürgermeister der Stadt Kehl
 Dr. Wolfgang G. MÜLLER Oberbürgermeister der Stadt Lahr	 Matthias BRAUN Oberbürgermeister der Stadt Oberkirch
 Edith SCHREINER Oberbürgermeisterin der Stadt Offenburg	 Frank SCHERER Landrat des Ortenaukreises
 Roland RIES Vice-Président de la Communauté Urbaine de Strasbourg Maire de Strasbourg	 Jacques BIGOT Président de la Communauté Urbaine de Strasbourg

